





de Neuchâtel ;  
 2° Qu'il resterait en possession de ses propriétés privées dans le canton de Neuchâtel ;  
 3° Que certaines fondations religieuses et de charité, auxquelles le roi prenait un vif intérêt, seraient à l'abri de toute atteinte ;  
 4° La réponse que nous fîmes à cette note verbale est datée du 29 octobre.

Nous commençâmes par adresser au gouvernement britannique des remerciements pour l'honneur qu'il nous avait fait en nous adressant une telle note, ainsi que pour les dispositions amicales dont il donnait de nouvelles preuves à cette occasion. Nous nous déclarâmes disposés, attendu que cela dépendait de nous, après avoir reçu l'adhésion du gouvernement de Neuchâtel aux ouvertures qui avaient été faites, à accepter les points indiqués par le gouvernement anglais comme base d'une négociation et d'un accommodement avec le roi de Prusse.

Dans le but de fournir au gouvernement britannique de plus amples informations, nous crûmes devoir ajouter les observations suivantes :

1° D'après la déclaration positive du gouvernement de Neuchâtel, celui-ci n'a aucune connaissance que le roi de Prusse possède des propriétés privées dans le canton de Neuchâtel. A supposer néanmoins que cela fût le cas, cette fortune serait respectée à l'égal de toute autre propriété privée.

Quant aux domaines, redevances et revenus que le roi possède en sa qualité de souverain du pays, ils ne sauraient être compris dans la notion de fortune privée.

Afin de prévenir tout malentendu, il est à désirer que, dans le cas où un arrangement interviendrait, la fortune privée qui appartiendrait au roi soit spécialement désignée.

2° Le gouvernement de Neuchâtel reconnaît comme fondations religieuses et charitables, particulièrement les fondations Pourtales, de Meuron, de Pury, etc., provenant de donations de particuliers. Ces établissements, qui ont des analogues dans d'autres cantons suisses, sont, au point de vue du gouvernement de Neuchâtel, entièrement d'accord avec le conseil fédéral, et ils sont disposés à l'un et l'autre à donner à cet égard toutes assurances satisfaisantes au roi de Prusse. Toutefois, afin de mettre l'émancipation de Neuchâtel en dehors de toute influence étrangère, une garantie sur ce point est du ressort exclusif de la Confédération.

L'on ajouta enfin que, pour prévenir tout malentendu, les fondations religieuses et charitables qui seraient comprises sous cette garantie devraient être spécialement désignées.

Ces propositions de médiation, dictées par un sentiment de bienveillance envers la Suisse, n'amenèrent cependant aucun résultat, le gouvernement anglais lui-même ayant plus tard jugé qu'il valait mieux ne pas en faire l'ouverture à Berlin, attendu que le refus d'entrer en négociation, qui était à prévoir, ne pourrait qu'être à la Suisse.

Dans l'espoir que la France et l'Angleterre pourraient être d'autant plus facilement amenées à présenter une proposition collective, nous ne crûmes pas non plus de notre côté devoir insister sur la communication des propositions ci-dessus à la Prusse par l'intermédiaire de l'Angleterre ; et cela à plus forte raison que l'affaire était entrée dans une nouvelle phase.

S. M. l'empereur des Français s'était, en date du 24 octobre, adressé directement à M. le général Dufour, dans l'intention bienveillante d'appeler son attention sur la gravité de la situation que la Suisse se trouvait en face de l'empereur, et même temps le concours du général pour l'aider à planifier les difficultés et à écarter les dangers dont la Suisse était menacée, ajoutant que le roi de Prusse ne reconnaissait pas à la Suisse le droit de changer sans son assentiment la constitution de Neuchâtel, et croyait son honneur engagé à soutenir ceux qui avaient voulu rétablir l'ancien ordre de choses. L'idée de voir ses propositions soumises à un jugement le révolta à un tel point qu'il était bien décidé à faire valoir ses droits par les armes et à s'adresser à la Confédération germanique pour obtenir le passage par ses troupes.

L'empereur se déclarait disposé à empêcher la Prusse d'envoyer des troupes, et se faisait fort d'arranger l'affaire de Neuchâtel d'une manière avantageuse pour la Suisse, si, de son côté, la Suisse montrait un peu de bonne volonté et quelque confiance dans l'empereur. Jusqu'à présent, l'empereur avait empêché le roi de Prusse de demander directement au conseil fédéral la remise des prisonniers, parce que, le refus étant probable, il n'y aurait plus eu d'arrangement possible. Mais que si la Suisse mettait ces prisonniers en liberté sur la demande formelle de l'empereur, et remettait pour ainsi dire le sort de Neuchâtel entre ses mains, l'empereur national serait satisfait et l'affaire s'arrangerait d'elle-même. Si, au contraire, la Suisse repoussait ces propositions sans tenir compte des avis de l'empereur, l'empereur laisserait les choses s'arranger comme elles pourraient, et ne mettrait aucun obstacle à l'entrée d'une armée dans le grand-duché de Bade.

Ces ouvertures de l'empereur, qui nous furent communiquées par M. le général Dufour, parurent de nature à réclamer une réponse, que l'honorable général transmittait verbalement en qualité d'envoyé extraordinaire.

Nous jugeâmes que cette forme était le mode le plus convenable de reconnaître les sentiments de bienveillance que S. M. l'empereur des Français avait manifestés envers la Suisse dans cette circonstance, et que l'occasion était favorable pour donner des éclaircissements plus explicites sur la position que la Suisse devait prendre.

M. Dufour se chargea de cette mission avec son dévouement patriotique ordinaire, et l'honorable général s'en est acquitté de la manière la plus consciencieuse et la plus méritoire. Les instructions données à M. le général étaient conçues en substance comme suit :

M. le général exposa avant tout à l'empereur que le conseil fédéral a apprécié pleinement l'intérêt que l'empereur témoigne à la Suisse, ainsi que les efforts qu'il fait en vue d'amener une solution de la question neuchâteloise, et qu'il en est reconnaissant envers Sa Majesté.

Le conseil fédéral regrette toutefois de ne pouvoir satisfaire au désir de l'empereur en ce qui regarde la mise en liberté immédiate des prisonniers ; il doit, en conséquence, s'en tenir à l'initiative de l'Angleterre, à la communication au cabinet britannique, et qu'il a portée aussi à la connaissance du gouvernement français.

A l'appui de cette manière de voir, on faisait ressortir les points de vue suivants :  
 1° En supposant même que le roi de Prusse eût des droits sur Neuchâtel, la Suisse en a également, notamment envers les auteurs de la dernière insurrection. Exiger d'elle qu'elle proclamât une amnistie sans obtenir simultanément du roi de Prusse l'assurance d'une compensation, ce serait méconnaître la position des deux parties au détriment de la Suisse, et attendre de cette dernière qu'elle se désiste de son droit de juridiction en matière d'actes commis sur son territoire, et par conséquent qu'elle renonce à sa souveraineté.

Si le roi de Prusse croit son honneur engagé dans la question, il ne faut point oublier non plus que la Suisse a aussi son honneur et son estime à sauvegarder devant le monde. Ce n'est point, en effet, qu'il s'agit de punir les causes qui ont amené les changements de 1848 ; ce n'est point elle qui peut être rendue responsable de la coupable entreprise qui a eu lieu dernièrement contre l'ordre de choses qui existe dans le canton de Neuchâtel et la Confédération. Exiger d'elle qu'elle passe l'éponge sur les conséquences de cet acte coupable sans lui offrir en même temps une compensation équivalente, ce serait la traiter comme coupable d'une injustice, et lui faire accepter à titre de grâce seulement ce qui lui serait offert plus tard.

Une satisfaction de ce genre est d'autant moins admissible, que le roi de Prusse réclame l'amnistie comme un droit, et qu'il l'accompagne de demandes de menaces. D'ailleurs, la circulaire confidentielle de la Prusse aux Etats de la confédération germanique, en date du 29 septembre, fait déjà mention de mesures sérieuses pour le cas où il ne serait pas fait droit à la demande de l'élargissement des prisonniers.

Dans cet état de choses, une amnistie sans compensation ne passerait plus aux yeux du monde pour un acte d'acte de générosité, mais pour un acte dicté par la crainte.

Le conseil fédéral ajoute la foi la plus entière aux assurances de l'empereur portant que, dans le cas d'une mise en liberté immédiate des prisonniers, il prend l'engagement de procurer une solution de la question à l'avantage de la Suisse. Mais il ne peut avoir la même confiance dans les intentions du roi de Prusse, en présence de la circulaire mentionnée ci-dessus que la Prusse a adressée aux Etats de la confédération germanique, dans laquelle on trouve clairement à entendre que la mise en liberté des prisonniers ne serait qu'une première conquête ou concession.

C'est avec raison que la Suisse se demande quelle serait alors sa position si, après l'élargissement demandé, la renonciation aux droits revendiqués n'avait pas lieu, ou si le roi ne voulait la prononcer que sous des conditions qui seraient inacceptables ou onéreuses pour la Suisse, ou si le roi de Prusse persistait également, après la mise en liberté, à maintenir le *status quo* dans l'expectative de conjonctures européennes plus favorables.

Si, en retour d'une amnistie préalable des prisonniers, on met en perspective une renonciation ou un arrangement à l'avantage de la Suisse, il importe que la Confédération sache avant tout quelles conditions spéciales entraîneraient une pareille renonciation. On désigne les points suivants comme bases principales pour servir à l'arrangement :

1° Aucune réserve impliquant une dépendance quelconque vis-à-vis de l'étranger ;  
 2° Aucune réserve impliquant une restriction quelconque de la législation et de l'administration à l'intérieur.

Nous avons efflué donné à entendre que nous tenions à savoir d'avance si le roi de Prusse entend rattacher une condition financière au projet d'arrangement et quelle est cette condition ; si l'on estime que l'amnistie comprendra, indépendamment de la remise de la peine, aussi une remise des frais, et dans quelle proportion.

Il a paru d'autant plus nécessaire d'appeler l'attention sur cet objet, que les négociations pourraient échouer plus tard à l'endroit de ces points et d'autres analogues, et que le roi pourrait en prendre occasion pour refuser toute renonciation et tout arrangement. C'est pourquoi il a paru absolument indispensable pour la Suisse que ces conditions soient nettement réglées à l'avance, si elle ne veut pas s'exposer au danger de dépendre du bon vouloir de la partie adverse, une fois l'amnistie prononcée.

Or, une renonciation ou de pareilles bases, positivement déterminées, doit être prononcée officiellement par le roi de Prusse en même temps que l'amnistie le sera par la Suisse, ou il faut tout au moins que l'on donne pour cette renonciation les assurances et les garanties demandées dans les communications qui ont été faites dernièrement aux cabinets anglais et français, ou enfin des assurances et des garanties d'une valeur équivalente.

En l'absence d'une pareille base, le conseil fédéral se verrait dans l'impossibilité de soumettre une proposition d'amnistie aux conseils législatifs. Il ne pourrait invoquer à cet égard aucun motif politique et juridique, en présence des dispositions qui se sont manifestées à l'unanimité dans la dernière session des conseils, et que les derniers actes de la Prusse ne sont pas de nature à faire négliger. Une proposition semblable ne manquerait pas d'être rejetée de la manière la plus péremptoire.

Nous avons appris, monsieur le président, messieurs, par les feuilles publiques, l'accueil aussi bienveillant pour la Suisse que pour son

délégué extraordinaire qui a été fait au général Dufour de la part de S. M. l'empereur des Français. Dans les entretiens particuliers, nous délégué réussit, par ses efforts, à écarter certains points qui menaçaient de compliquer considérablement les difficultés.

Dans des entretiens avec les ministres de France et d'Angleterre, le roi provisoirement entendu que la France et l'Angleterre exigeraient, sans précisément le garantir, que l'arrangement de Neuchâtel de tout lien étranger fût considéré comme l'équivalent d'une amnistie préalable, et qu'en conséquence une renonciation de la part du roi de Prusse pourrait être considérée comme passablement certaine.

Cependant, le cabinet anglais, par des motifs qui seront expliqués plus tard, ne crut pas devoir donner les mains à ces mesures collectives, mais contre la Suisse, et il parut dès lors que le projet de traité dans les conférences ne pourrait se réaliser, ou qu'au moins il ne pourrait l'être tel qu'il avait été compris dans le principe par notre envoyé ; mais, une fois les négociations arrivées à ce point, nous crûmes pouvoir, sans porter atteinte à la dignité de la Suisse, faire un pas de plus dans la voie de la conciliation. Vous vous rappelez, monsieur le président, messieurs, que dans l'instruction délivrée à notre envoyé extraordinaire, il était dit que si la garantie exigée, dans nos entretiens avec les cabinets anglais et français, ne pouvait être obtenue, on pourrait s'en tenir aux assurances et à des garanties d'une valeur équivalente.

Mais par cette considération, nous autorisâmes notre envoyé à entrer en négociations sur cette troisième espèce d'assurances d'une valeur équivalente.

A cet égard, nous ferons observer que nous devions attacher un grand prix à ce que les deux puissances (l'Angleterre et la France) agissent d'un commun accord, et à ce que l'assurance demandée ne fût pas d'une seule de ces puissances, mais qu'elle fût de toutes les deux, et que nous ne pouvions pas nous dispenser d'exiger, ou recommander l'amnistie, mais reconnaître pleinement le droit de libre détermination de la Suisse, en déclarant, par exemple, que si la Confédération mettait les prisonniers en liberté, l'Angleterre et la France prendraient l'engagement de travailler à obtenir une renonciation de la part du roi de Prusse.

L'assurance de simples bon offices donnée d'une manière vague ne pouvait pas nous suffire. On devait au moins exprimer que la France et l'Angleterre s'engageaient à faire une transaction qui n'imposât pas à la Suisse des conditions incompatibles avec son honneur et sa dignité ; que si la Prusse ne consentait point à un pareil accommodement, l'Angleterre et la France déclaraient ne se croire plus liées par le protocole de Londres, et ne vouloir pas permettre que la Prusse dirigât une attaque contre la Suisse en raison de ses prétentions sur Neuchâtel, ni en général qu'elle prit des mesures hostiles contre la Confédération.

Nous déclarâmes solennellement à cette époque, le 17 novembre, que nous étions disposés à prêter les mains à un arrangement de nature à atteindre notre but, la reconnaissance de l'indépendance de Neuchâtel, dès l'instant que cela pourrait se faire avec des formes et d'une manière qui ne compromissent rien la dignité et l'honneur de la Suisse.

Notre envoyé extraordinaire unit ses efforts à ceux de notre ministre résident à Paris pour obtenir un dénouement à la question principale entre les cabinets de France et d'Angleterre. Il ne parvint pas à obtenir ce qu'il désirait, mais il put élever la question de l'élargissement des prisonniers, et nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

Déjà, sous la date du 17 novembre, notre représentant diplomatique à Paris nous avait fait une communication portant que, quand même le roi de Prusse serait disposé à renoncer à ses prétentions sur Neuchâtel, il serait difficile d'obtenir de lui la mise en liberté des prisonniers, et qu'il était donc nécessaire de formuler des conditions aussi catégoriquement que le demandait la Suisse.

De notre côté, nous crûmes devoir insister pour que, si l'empereur ne pouvait garantir formellement et officiellement la renonciation du roi de Prusse, l'Angleterre et la France déclaraient au moins retirer leur adhésion au protocole de Londres, dans le cas où le roi de Prusse se montrait réticent à nous recommander l'élargissement préalable et sans condition des prisonniers.

donner par écrit communication de cette note. Le même jour, les envoyés d'Autriche, de Bavière et de Bade s'étaient présentés pour appuyer la déclaration de la légation prussienne, suivant l'ordre qu'ils en avaient reçu de leurs gouvernements.

Le 21 novembre, nous autorisâmes notre président à répondre verbalement aussi, à l'envoyé prussien, au sujet de sa déclaration du 19 :

Que le conseil fédéral ne pouvait admettre la demande du roi de Prusse de libérer les prisonniers avant le jugement et sans conditions ; que, de reste, le conseil fédéral était prêt à entrer en négociations pour tenter une solution pacifique du conflit relatif à Neuchâtel.

Le président fut en outre chargé de donner, dans la même forme, c'est-à-dire verbalement, connaissance de cette réponse aux représentants diplomatiques des autres Etats de l'Allemagne résidant à Berne, et d'ajouter que le conseil fédéral appréciait les assurances de bon voisinage exprimées par la diète germanique à l'occasion de ses ouvertures, et que, dans la question qui s'agissait, le conseil fédéral était animé des mêmes sentiments.

Nous continuâmes notre rapport, monsieur le président, messieurs, en vous communiquant le résultat définitif des négociations tentées à Paris, ainsi que nous vous avons informés que M. le général Dufour est, dans l'intervalle, revenu de sa mission.

La légation de France nous transmit une note du ministre des affaires étrangères, datée du 26 novembre, dans laquelle sont de nouveau confirmées les dispositions bienveillantes de S. M. l'empereur à l'égard de la Confédération, mais dans laquelle aussi on revient, et cela avec plus d'insistance encore, sur la demande de l'élargissement des prisonniers neuchâtelois.

Si, ajoute la note, l'assemblée fédérale, se fondant sur sa souveraineté, satisfait à ce désir et prononce la mise en liberté des prisonniers, l'empereur serait prêt à faire tous ses efforts pour apaiser le différend qui s'est élevé au sujet de Neuchâtel, et engager le roi de Prusse à renoncer aux droits que les traités lui ont reconnus sur la principauté de Neuchâtel et sur le comté de Valengin.

Les mesures conseillées à la Suisse seraient, d'après l'opinion du ministre impérial, une preuve de concorde amicale, et n'auraient rien de contraire à la dignité de la Confédération. Les détails de l'accordement seraient, d'après l'avis du ministre, laissés à déterminer, et il ne serait pas difficile de concilier la solution du conflit avec les vrais intérêts des deux parties.

Avant de mentionner notre réponse à cette note, nous devons vous donner connaissance d'un extrait de la dépêche adressée, le 25 novembre, par lord Clarendon, au ministre plénipotentiaire de la Grande-Bretagne près la Confédération suisse, et par laquelle vous verrez plus positivement encore que le gouvernement anglais a cru devoir prendre une attitude qui diffère essentiellement de celle du gouvernement français.

(La suite à demain.)

**Journaux allemands.**

Vienne, 26 décembre. Hier et avant-hier des dépêches importantes ont été échangées entre les gouvernements intéressés concernant l'affaire de Neuchâtel, et on espère que les réponses seront envoyées d'un bout à l'autre de la Confédération. On assure en même temps que le chargé d'affaires suisse à fait au comte Buol des ouvertures suivant lesquelles le conseil fédéral ne repousse pas absolument la demande de la Prusse, mais désire une modification de forme qui serait acceptable.

Le comte Buol a en plusieurs conférences à ce sujet avec le comte Arnim, qui en a référé à Berlin ; on attend la réponse. On sait que la dépêche autrichienne en réponse à la note prussienne du 8 décembre a été expédiée il y a 18 jours.

Berlin, 26 décembre. La mission du colonel de Manteuffel à Vienne paraît se rattacher à la réponse faite par l'Autriche à la note prussienne du 8. Dans cette réponse, l'Autriche partage la manière de voir de la Prusse, et reconnaît la modération dont la Prusse a fait preuve dans toute cette affaire.

Elle exprime en même temps l'espoir qu'une note collective des signataires du protocole de Londres, du 21 mai 1852, pourra encore détourner la Suisse de sa fausse voie et la déterminer à accomplir les conditions posées par la Prusse. Le cabinet autrichien se déclare prêt à diriger ses efforts vers ce but. La mission du colonel Manteuffel aurait donc pour but de faire connaître à Vienne la manière de voir de notre cabinet à ce sujet.

Berlin, 26 décembre. L'ordre a été donné de mettre sur le pied de guerre, dans l'espace de huit jours, toute la troupe de ligne, et de mobiliser le premier bataillon de l'infanterie de la landwehr, c'est-à-dire une division de 17,000 hommes par chaque corps d'armée. La Suisse aura, par conséquent, 136,000 hommes à combattre. Ce sont les divisions à numéros pairs (2, 4, 6, 8, 10, 12, 14, 16) qui sont désignées pour l'expédition. Les chefs-majors de ces divisions sont actuellement à Danzig, Bromberg, Brandebourg, Erfurt, Posen, Weisse, Dusseldorf et Trèves.

(Gazette de Magdebourg.)

Berlin, 27 décembre. La nouvelle de l'ajournement de la mobilisation jusqu'au 15 février est dénuée de tout fondement, de même que le bruit de la demande du passage de troupes prussiennes par la France pour Neuchâtel.



## MERCREDI

Vingt candidats ont subi les épreuves du concours. Le scrutin a désigné pour les places vacantes et dans l'ordre suivant : MM. Buisson, Labbe, Mignier, Vernet, Blondel, Boudant, Pison et Augier. Ces candidats devront recevoir leur institution de M. le ministre de l'instruction publique.

Le chevalier de Mirabeau traversait le pont des Arts à cinq heures et demie du soir, quand il aperçut tout à coup un individu qui, en sautant par-dessus le parapet et allant se précipiter dans la Seine. La distance qui séparait M. de Mirabeau de cet homme était assez grande et le chevalier se voyait à peu près dans l'impossibilité d'empêcher un malheur.

Cependant, d'un bond plus rapide que la pensée, il s'élança vers cet individu et fut assez heureux pour le saisir par la jambe au moment où le corps de celui-ci allait se précipiter dans le fleuve. Comme on accomplissait cet acte énergique, le promeneur M. de Mirabeau avait en même temps fait retentir d'une voix formidable ces mots : « Malheureux ! qu'allez-vous faire ? » des sergens de ville planton sur les quais accoururent pour savoir ce qui se passait.

Bientôt un rassemblement nombreux s'est formé sur ce point, puis on emmena devant le commissaire de la section de la Monnaie l'individu qui avait ainsi voulu se détruire, qui n'est autre qu'un commissionnaire médaillé de la rue Mouffette, du nom de Pierre F. Le magistrat avait obtenu de Pierre F., à aucune explication sur les motifs qui le déterminaient à se donner la mort, à dû le consigner momentanément au poste.

Un ouvrier charpentier, le sieur Benoit Delaport, âgé de 48 ans, qui était employé aux travaux du chemin de fer, à Châlons, vient d'être victime de son imprudence. Hier, entre cinq et six heures du soir, il revenait de cette station, et se rendait à son domicile à Clichy, quand tout à coup le train partit pour Versailles à cinq heures et demie, et qu'il n'entendit pas, le heurta sur le pont qui traverse la Seine, et le lança à une distance d'au moins trente pas sur la voie. Quand on le releva, ce n'était plus qu'un cadavre horriblement mutilé.

Nous empruntons au *Journal des Débats* les renseignements qui suivent sur le crime commis à Saint-Denis : La demoiselle Plus, âgée de quarante-neuf ans, existait, était venue à Paris, où elle avait un frère, ouvrier menuisier, se fixa à Saint-Denis. Elle avait loué dans cette ville, place d'Armes, 15, au troisième étage, un petit appartement composé de trois pièces qu'elle avait meublé modestement et dans lequel elle demeurait depuis cette époque avec son frère. Ses ressources, sans être considérables, la mettaient à l'abri du besoin et lui permettaient même de venir souvent en aide aux malheureux, qui n'ont jamais invoqué en vain sa charité bien connue.

Vendredi dernier, dans la soirée, la demoiselle Plus était descendue dans le café situé au rez-de-chaussée de la maison qu'elle habitait, et elle avait acheté pour sa consommation personnelle une bouteille de vin, en disant sous forme de plaisanterie : « Celui-là est pour moi ! » si mon frère, qui gagne de l'argent malin, persiste à ne pas vouloir payer sa part, ne lui donnerai-je pas plus que ce vin ordinaire. Elle se retira ensuite en riant, et elle resta chez elle.

Le lendemain matin, c'est-à-dire avant-hier, le sieur Plus, qui ne couchait jamais, entra chez ses voisins et leur dit avec le plus grand calme : « Vous ne savez pas la nouvelle ?... J'ai passé la nuit dernière dehors, et en rentrant je viens de trouver ma sœur morte sur son lit ! » Elle n'est peut-être que malade ; il faut appeler immédiatement un médecin, lui dit-on. — A quoi bon répondre, puisqu'elle est morte... il ne me reste plus qu'à la faire enterrer.

Les voisins, qui se pressaient autour de la pauvre femme, se disposaient à faire la déclaration, l'un d'eux prévint en toute hâte un médecin qui trouva la demoiselle Plus étendue sans mouvement et toute habillée sur son lit, ayant la face inclinée et en partie couverte par l'oreiller. Elle avait cessé de vivre depuis plusieurs heures.

En faisant faire un demi-tour au corps, on s'aperçut que les draps étaient maculés de sang, et l'on constata aussitôt qu'il existait une blessure mortelle de la tête, une large et profonde blessure faite par un instrument tranchant, tel qu'un couteau, laquelle blessure avait déterminé une hémorrhagie abondante.

En poursuivant l'examen, on reconnut qu'indépendamment de cette blessure, la victime avait dans la bouche un mouchoir roulé en forme de tampon, et il ne paraissait plus douteux qu'elle avait été victime d'un crime. Le commissaire de police de Saint-Denis, prévenu, se rendit en toute hâte sur les lieux, et le premier soin fut de mettre en état d'arrestation le frère de la victime, qui fut fouillé sur-le-champ. On trouva sur lui une somme de 300 fr. qu'il prétendit provenir de ses économies, et en cherchant dans ses poches, on n'y trouva que 5 ou 6 fr. en monnaie.

Comme on savait que celle-ci avait toujours à sa disposition des sommes plus importantes pour secourir les pauvres qui venaient en grand nombre solliciter sa charité, on fut amené à penser que les 300 fr. trouvés en la possession de son frère avaient été soustraits après la mort de la demoiselle Plus, et selon toute probabilité par le frère même. Cette première présomption élevée contre le frère, et d'autant plus grave qu'il passe pour ivrogne et fainéant, est venue s'y ajouter une autre qui a aussi son importance.

Invité à faire connaître l'endroit où il avait passé la dernière nuit, Plus a indiqué un hôtel garni dans la ville, et il a été établi qu'il n'y avait pas paru. Il est tombé ensuite dans certaines contradictions qui n'ont fait que confirmer les premiers soupçons, et ont porté ses protestations d'innocence, lesquelles il persiste à élever en ce moment, son arrestation a été maintenue, et il a été envoyé hier au dépôt de la préfecture de police pour être mis à la disposition de la justice.

Un bien triste accident, dit le *Courrier de l'Eure*, vient de prouver une fois de plus le danger qu'il y a de laisser des armes à la disposition des enfants. Un jeune garçon de quinze ans, fils de M. Mignier, maire d'Authou, ayant voulu, pour chasser des oiseaux, prendre un fusil chargé, a tiré à l'arme par le canon. Mais le coup ayant parti, la charge entière a pénétré dans la poitrine. Le malheureux est mort quelques heures après, après avoir eu le triste courage de cacher le fusil pour n'être pas grondé.

Un marché de mercredi dernier, au Neubourg, le commissaire de police a fait, dit le *Journal de Rouen*, procéder à la saisie de vingt et un sacs de blé appartenant au sieur Decambis, cultivateur à Harcourt, prévenu de tromperie sur marchandises mises en vente. Les sacs contenaient à leur partie supérieure de beau blé, au-dessous duquel se trouvaient des grains de blé dur, et au-dessous de ceux-ci des grains de blé tendre. Le sieur Decambis aura à répondre devant la justice des faits qui lui sont reprochés.

La douane du Havre a saisi 250 caisses de contrebande du vin de Champagne du duc de Montebello, le contrebandier a été condamné à la confiscation, prison et amende.

Vendredi prochain, 2 janvier, à cinq heures deux minutes du soir, il y aura une occultation de la planète Jupiter par la lune. Ce phénomène assez rare peut être observé à l'œil nu ; mais il sera plus intéressant à voir grossièrement sous un verre de loupe ou à l'aide d'un télescope. Dans ce cas on pourra voir les quatre satellites de Jupiter, situés deux à gauche et deux à droite de la planète.

La lune, s'avancant de l'ouest vers l'est, occultera d'abord le plus éloigné des satellites, le quatrième ; puis le troisième, et enfin Jupiter lui-même à 5 h. 2 m. Un instant après, le deuxième à 5 h. 2 m. Un instant après, le premier, puis le second satellite, à 5 h. 42 m. La sortie de Jupiter, au lieu de 6 h. 42 m. du soir, aura lieu à 6 h. 42 m. du soir, à 2 heures.

On écrit de Madrid, à l'agence Havas, qu'une trentaine d'employés du chemin de fer ont obtenu un dédommement de plus de 150,000 florins en fabriquant et vendant de faux billets servant aux voyageurs.

On lit dans la *Gazette de Madrid* : Samedi

a pris l'habit religieux, au couvent royal de l'Incarnation de Madrid, la demoiselle Adèle Coudy y Munch. La duchesse de Baïen représentait à cette cérémonie, comme marraine, la reine Isabelle. L'affluence était considérable. On distinguait parmi les assistants des hommes publics de distinction et des dames très connues dans le beau monde.

Pour toutes les nouvelles diverses, Alcega Grosselin.

## MAGNIFIQUES ÉTRENNES

offertes

par le Journal LE SIÈCLE  
A SES ABONNÉS.

Vous l'avez vu, nous sommes en mesure de vous offrir, à l'occasion de la vente de la ville de Rome, et qui a obtenu à l'exposition universelle la médaille d'or.

Si pour le texte et pour les gravures rien n'a été négligé pour en faire l'ouvrage le plus intéressant et le plus riche, la reliure est elle-même un chef-d'œuvre de goût.

Au dos, en maroquin du Levant, figurent : les titres, la louve, un faisceau d'armes avec couronne, en or fin.

Sur les plats : les armes papales en or fin, accompagnées d'ornements en froids.

Toutes les tranches sont dorées, et les gardes en moire blanche.

Le prix de chaque exemplaire, ainsi magnifiquement relié, est de 40 francs pour Paris et de 45 francs pour les Départemens (port compris) (1).

La librairie vend à Paris ces exemplaires 145 fr. AVIS ESSENTIEL.

Le *Siècle* invite de nouveau MM. les Souscripteurs des premières et deuxième Parties à faire retirer sans délai les troisième et quatrième, qui complètent l'ouvrage.

Le prix de chaque Partie brochée reste toujours fixé à 7 fr. 50 c. pour Paris et à 9 fr. pour les Départemens.

Les troisième et quatrième Parties étant réunies, le prix des deux est de 15 fr. pour Paris et de 18 fr. pour les Départemens.

Affranchir et envoyer un mandat sur la poste.

NOTA. Pour les exemplaires reliés ou brochés, toutes les précautions sont prises pour qu'ils arrivent en parfait état de fraîcheur et de conservation.

Les meilleures étrences de la jeunesse sont les albums instructifs et amusants publiés par Martini, 41, rue Vivienne, et 172, r. de Rivoli.

L'Assemblée générale des actionnaires de la compagnie L'URBAINE, assurance contre l'incendie, a, dans sa séance du 17 décembre courant, nommé M. La Perche directeur de la compagnie, en remplacement de M. Baujouin (Oscar), décédé, et M. Georges Bonfond directeur adjoint.

L'Empereur et l'Impératrice ont visité les vastes salons de magasins de MM. Bisson frères et C<sup>ie</sup>, boulevard des Capucines. L'Empereur et l'Impératrice ont paru témoigner une grande sollicitude aux chefs de cet établissement artistique en examinant avec beaucoup d'intérêt les nombreuses et belles photographies et les riches bronzes d'art, dont ils ont fait un choix considérable.

L'Empereur et l'Impératrice ont visité hier lundi le magasin de M. Tahan, apportant un bienveillant examen aux objets qui leur étaient présentés. L'Empereur s'est entretenu avec M. Tahan, en le félicitant de la bonne exécution des travaux dont il avait été chargé pour sa maison, puis, avec l'Impératrice, il a fait des achats d'objets d'étranges parmi les plus distingués.

La Caisse commune, fondée par le Comptoir général de la Bourse, a commencé ses opérations trimestrielles le 1<sup>er</sup> octobre dernier, et déjà, bien que ses opérations ne soient pas encore terminées, elle est en mesure d'assurer aux intéressés un dividende de 10 0/0 pour ce trimestre, soit 40 0/0 par an.

Qu'on juge par ce résultat, obtenu dans des circonstances difficiles, des avantages et de la sécurité que présente une association de capitaux manœuvrés par une direction intelligente et placée au centre des renseignements par la publication du journal le *Moniteur de la Bourse* (troisième année).

La participation à la Caisse commune offre des chances illimitées de bénéfice, sans aucune chance de perte, les fonds étant toujours représentés par de bonnes valeurs.

Les opérations sont liquidées à la fin de chaque trimestre, et la répartition des bénéfices a lieu, proportionnellement à l'apport, à raison de 90 0/0 aux intéressés et 10 0/0 à la gérance.

Les capitaux versés restent, à l'expiration du trimestre, à la disposition des déposants, moyennant avis donné un mois à l'avance.

Les versements s'effectuent en espèces, billets de banque et valeurs diverses que l'administration encaisse, au cours moyen du jour.

Il est délivré à chaque déposant un reçu extrait d'un registre à souche.

Afin de concilier avec les réalisations de fin d'année, qui ne se liquident que dans les premiers jours de janvier, les versements seront reçus jusqu'au 10 janvier inclusivement.

Les versements pourront être de 100 fr. et au-dessus.

Adresser les lettres chargées à M. A. POUSSET-NEAU, directeur-gérant du Comptoir et Moniteur de la Bourse, 42, rue Notre-Dame-des-Victoires, à Paris.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU MIDI ET DU CANAL LATÉRAL A LA GARONNE.

Le conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer du Midi et du canal latéral à la Garonne a l'honneur de rappeler à messieurs les actionnaires que le deuxième versement de 250 fr. exigible sur chacune des actions de la nouvelle émission faite par la dite Compagnie doit être effectué le 2 au 10 janvier 1857, à Paris, 15, place Vendôme ; à Bordeaux, aux bureaux de la Compagnie, allées de Tourny, 33.

Le coupon d'intérêt de 10 fr. échéant le 1<sup>er</sup> janvier 1857 sera reçu en déduction de ce versement.

La Compagnie lyonnaise, 37, boulevard des Capucines, vient de recevoir de ses fabricants de Chantilly, d'Alençon et de Bruxelles la magnifique collection de dentelles noires et blanches qu'elle a fait fabriquer pour les bals et soirées de cet hiver.

Toutes ces dentelles, d'une fabrication supérieure, de dessins nouveaux et exclusifs, sont marquées en chiffres connus et mises en vente à partir de ce jour.

## Nécrologie générale de 1856 (1).

(Suite.)

HOMMES POLITIQUES.

Etrangers : Dymis Pazmandy, président de la chambre des députés hongrois en 1848-49. Le sénateur Conrad Noscheler, dernier membre survivant de l'ancienne confédération helvétique. Chamberlain, ancien président du conseil d'Etat de Neuchâtel. Fazy-Pasteur, qui a joué un grand rôle dans la vie politique de Genève. Lovatelli, assassiné à Bologne.

JOURNALISTES.

Français : Philippe Faure, ancien rédacteur de la *Voix du peuple*, mort en exil à Jersey ; il fut le dernier rédacteur du *Bonhomme marseillais*. Alfred Meilhac, ancien rédacteur du *Corsaire*. L'abbé Gaillard de Cochy, rédacteur en chef du journal de Bourges le *Droit commun*. De Lalis, ancien rédacteur du *Mémorial agénais*. Louis Auriol, ancien rédacteur du *Montagnard* de Montpellier, décédé à Médan (Algérie). Maurice Althoy, fondateur du *Figaro* en 1826. L. Saint-Amand, ancien rédacteur de la *Normandie*. Morpurgo, collaborateur de la *Presse*. S. de Lisle, ancien rédacteur-gérant de la *France*. David, rédacteur du *Salut public* de Lyon. Philippe Péron, un des fondateurs du journal *L'atelier*. Gém, ancien rédacteur du *National*. Vachon, l'un des principaux rédacteurs de l'*Innovateur*, moniteur de la corderie. Brisset, rédacteur de la *Gazette de France*. Dulac, fondateur du *Siècle* et du *Droit*, administrateur du *Constitutionnel* et du *Pays*. Bohain, ancien rédacteur en chef du *Figaro* et de l'*Europe littéraire*. F.-G.-E. de Rosenfeld, ancien rédacteur de la *Ruche poétique*. Fortunat Mouton, rédacteur de la *Vérité*. Paul Crubailhe, ancien rédacteur en chef de la *Civilisation* de Toulouse. Michel-Ange Perier, ancien collaborateur de la *Gazette de France*. Locard de Noél, doyen des rédacteurs du *Salut public* de Lyon. Charles-Edmond Bernhan, ex-imprimeur, ancien rédacteur du *Journal de Dunkerque*. Luez, collaborateur du *Progrès du Pas-de-Calais*.

Etrangers : Nicolas Ivanovitch Nadejdine, rédacteur du journal du ministère de l'Intérieur en Russie. Joseph Mendelssohn, rédacteur en chef du *Journal der Freyschütz*, s'est brûlé la cervelle. Kreysler, le doyen des journalistes polonais. Bassy, rédacteur de la *Suisse*. Joseph de Cesare, de Naples, ancien directeur du journal le *Progresso*. Charles Feist, rédacteur du *Sunday Times*. Gilbert Abbot-Beckel, collaborateur du *Punch*. Augustin Graver, directeur de la *Revue de Belgique*. Henri Soufflet, collaborateur de la *Revue de Belgique*. Docteur Brown, collaborateur du *North British Review*. Morales Santhoban, ancien rédacteur de la *Espana*. Taber, éditeur du *Mercury* de Charleston, tué en duel. Docteur C.-H. Hermès, l'un des rédacteurs de la *Gazette du Nord* de l'Allemagne. Joseph Vignat, rédacteur du journal de la Louisiane le *Meschacé*. Alexandre Wauquière, rédacteur en chef du *Constitutionnel* de Mons. Docteur Henri Malten l'un des rédacteurs de la *Gazette des Postes*.

JURISCONSULTES.

Etrangers : M. Poppus, le premier d'origine bourgeoise qui ait obtenu en Suède l'ordre des Séraphins. Chevalier d'Eisenstein. Manuel Perez, jurisconsulte espagnol. John Jervis. Kuhlmeier, un des premiers jurisconsultes du Prusse.

LÉGISLATEURS FRANÇAIS.

Anciens pairs de France. — Comte d'Agouti. Comte Florian de Kerjoly. Baron Duguereau. Comte de Fabre. Comte Alfred de Chastellux. De Montozon. Paulze d'Ivoy.

Anciens députés. — Dumont St-Priest. Didelet. Richard des Brus. De Gaulle. Vicomte Duhaussou de la Boulaye. Metastadie. Papiau de la Verrie. Comte de Géraud. Jacques Lefebvre. Gillon. Comte Dangeville. Saunac. Crignon de Montigny, ancien député du Lot. Antoine Struch, ancien député du Haut-Rhin. De la Goupillière, marquis de Dallon, ancien député de la Sarthe. Boyer-Peyreleau. Merle de Massonneau. Baron Duguereau. Zoé Granier. Colombel. Cabot, fondateur de la colonie lacarienne de Novoo. De Montzon. Salvandy.

Membres de l'Assemblée législative. — Chaptal, ancien secrétaire de cette assemblée. Rioust de l'Argentine. Laisné. Tripié de Lozé. Camille Guiller de la Touche. Besse. Demante.

Membres du sénat. — Cavenne, inspecteur général des ponts et chaussées. Grot de l'Anglade. Hippolyte de Barral. Pernety. David. Joachim Clary.

Membres du corps législatif. — Goudard. G. de la Guistière. De Duranti.

LÉGISLATEURS ÉTRANGERS.

Membres de la chambre des lords d'Angleterre. — Marquis d'Ailesbury. Richard Curry. Comte de Listowel. Duc de Norfolk. Neeld. Comte Cooper. Beau-fils de lord Palmerston. Comte de Bandon, pair d'Irlande. De Queensberry.

Membres de la chambre des communes. — Goulburn. John Sadler. Thomas Attwood. Evans. Dawson Damer. Blackett, ex-représentant de Newcastle-on-Tyne. Georges Banker. Baron Pennefather. Sir E.-S. Gooch. W. Lockhart.

Sénateurs belges. — Baron de Moereghem.

Sénateurs grecs. — Lambros Nakos. Diamandis Olympios.

Députés hollandais. — A. Schommackers, membre des états, député du Limbourg hollandais.

Sénateurs hongrois. — De Zarca, président du sénat de Hongrie.

Sénateurs piémontais. — Victor Calli da Palazzano. Baron de Margherita. Luigi Provano del Subbione.

Députés piémontais. — J. Agivider, représentant de la ville de Nice. Prevex, ancien député au parlement de Turin. Galli, ex-député au parlement sard.

Députés prussiens. — De Kleist-Tychow. D'Esser.

Députés suédois. — Pierre Lagergreen, bourgeois de Norrköping, membre de l'état de la bourgeoisie de la diète de Suède.

Députés suisses. — Weitzel, l'un des plus chauds défenseurs de la cause radicale.

MAGISTRATS FRANÇAIS.

Ancien conseiller au parlement. — M. le marquis de Charritte, ancien conseiller au parlement de Navarre.

Membres de la cour de cassation. — Mestadier, conseiller honoraire. Gillon. Merliou.

Conseillers à la cour des comptes. — Perier de Trémont, conseiller référendaire de première classe honoraire à la cour des comptes, doyen de cette cour et l'un des plus anciens magistrats de France.

Premiers présidents de cour. — De Gaillard. Procureurs généraux. — Bruno Desolliers. Didelet. Nault, ancien procureur général à la cour de Dijon. De Montaubricq. De Laboulle. Cabot, ancien procureur général.

Avocats généraux. — Prosper d'Epinau, avocat général de l'île Maurice. De Saint-Méme. Dupuis.

Présidents de chambre. — Dumont Saint-Priest. Le marquis de Charritte. Henri Seriziat. Barbeau. Oudet, ancien président de chambre à la cour de Dijon.

Conseillers de cour. — Leroy, conseiller à Rouen. Mollet, conseiller à Aix. De Combettes-Caumont, conseiller honoraire à Toulouse. Holland de Villars. Gues, conseiller à Paris. Marstrick. De Ronscourt. Laborde. De Cluysin. Bamberla. Dural-Villégard.

(1) Nous répétons aux différentes catégories les noms des personnes qui ont occupé diverses fonctions ou qui ont été divers juges.

de Innocenti. Hubert. Dubourg, ancien conseiller à la Martinique. Nicolas, conseiller honoraire à Poitiers. Lardour, conseiller à Alger. Bertrand d'Aubagné. Boulanger.

Président de première instance. — Lefebvre-Dupré. Ollivier. Moisson, président honoraire du tribunal d'Alais. O. de Boubée. Fuchard. Vernet. Enlart, président honoraire du tribunal de Montreuil-sur-Mer. Martin Fortis, président du tribunal de Nogent-le-Rotrou.

Vices-présidents. — Busson. Duclaux.

Juges. — M. Benoit. Richard. Ferdinand Colomes de Juillan. Hurd.

Procureurs impériaux. — J. Tortat. Baron Jorand, doyen des procureurs impériaux. De Wazières.

Présidents de tribunaux de commerce. — Casimir Roussier. Pascal Viguerie, ancien président du tribunal de commerce de Toulon.

Juges près les tribunaux de commerce. — Sedillot, ancien juge au tribunal de commerce de la Seine.

MAGISTRATS ÉTRANGERS.

De Grolman, président du tribunal à Berlin, conseiller intime effectif. D'Esser, ancien conseiller à la cour de cassation de Berlin et ancien député prussien. Baroa de Turzik, président de la haute cour militaire autrichienne. D'Isberg, président du tribunal du royaume suédois. Kuhlmeier, vice-président de la cour supérieure de Berlin. Larsen, président de la cour suprême de Danemark.

MARINS.

CONTRE-AMIRAUX. — Français : Louis-Alphonse de Kéauby.

AMIRAUX. — Anglais : Richard Curry, amiral en retraite, faisait partie de la marine anglaise depuis 1794. Simonds. Lord Adolphus Fitz-Clarence. Prickett. Ward. Goshy. Henry-Richard Glynn. Sir John Ross. Joocey Percy. Sir Frédéric Watkins. Sir H. Hart. Vethal.

Américains : Morris, l'un des plus vaillants champions de la cause américaine.

Espagnols : Don Xavier Ulloa.

Russes : Surkof.

MÉDECINS.

Français : Degland, de Lille, François-Maxence Audouard, ancien médecin chef des armées. Régnault, doyen des docteurs en chirurgie du département du Loiret. Martin Salon, ancien médecin de l'Hôtel-Dieu et membre de l'Académie de médecine. Docteur Soula. Richon des Brus, inspecteur des eaux de Nérès et membre de l'Académie de médecine. Petit, médecin inspecteur des eaux de Vichy. Camps et Caboché, médecins établis en Afrique. Docteur Eymery, ancien médecin de l'Hôpital Saint-Louis, professeur d'anatomie à l'école des beaux-arts et membre de l'Académie. Aublain, l'un des plus anciens praticiens de Nantes. Gerdy, membre de l'Académie de médecine. Philibert, l'un des praticiens les plus estimés de Lyon. Vidal de Cassals, professeur agrégé à la faculté de médecine de Paris. Levaillant, médecin du bureau de bienfaisance du 10<sup>e</sup> arrondissement. Sandras, médecin de l'Hôtel-Dieu. Pierre-Hector Mérielle, médecin en chef de l'asile des aliénés de Saint-Yvon. Amusat, membre de l'Académie de médecine de Paris. Benoitson de Champeaux, médecin, économiste et statisticien. Corral, docteur à Lyon, professeur d'accouchement à l'école de médecine. Repiquet, ancien chirurgien en chef de l'hospice de l'Antiquaille, à Lyon. Dufour, doyen des médecins de Toulouse. Barby, l'un des médecins principaux de l'armée d'Orient. Henri Scheidel. René-Jacques Lemerrier, doyen des officiers de santé de la Sarthe. Cayol. Grosjean. Fréguol. Thore. Docteur Brisset, ancien chirurgien-major des armées de l'Empire. Docteur Philippe, mort à New-York, réfugié politique.

Etrangers : George de Sartorius, le Nestor des médecins d'Aix-la-Chapelle. Baitner, médecin en chef de l'hospice général de Vienne. Malinowski, docteur polonais, attaché au service maritime des messageries impériales. Casimir de Domicils, attaché en 1819 à l'état-major de l'armée romaine et proscrit par le gouvernement pontifical. Joseph de Filippi, de l'Institut des sciences de Lombardie, ancien chirurgien en chef de l'armée du royaume d'Italie. Seerp Brouwer, docteur en médecine, en mathématiques et en physique, maître-président des franc-maçons de la Frise. Docteur Joël. Dozy, docteur en médecine, membre de l'Académie des sciences d'Amsterdam. Docteur Henrötin, le plus ancien praticien de la Belgique. Paris, président du collège royal de médecine à Londres.

MILITAIRES.

Général. — Français : Subervie. Lapointe. De Gavoty Laville, ancien aide de camp du maréchal Davoust. Pernety. Courand, général commandant la place de Paris. Portal, frère de l'ancien ministre de la marine de ce nom. Lignin. Baron Pecqueur. Baron Petit. Plauzeaux. Carvajal. Testot-Perry. Athalin. Boyer-Peyreleau. Baron Duguereau. Régnault. Pascale de las Cazelles. Baron Despeaux, doyen des généraux de France et même de l'Europe. De la Roche Fontenilles. Armand-Olyette de Durfort. De Bourbon, comte de Bussel. Guillemaut.

Allemands : De Green.

Anglais : John Grey, ancien commandant en chef de Bombay. George Wight. Eliah Lawrence. Wilson, qui prit une part active à l'évasion de Lavalette. Macdonald. Georges-Pompadour. A. Campbell. William-Alexandre Gordon. Feld. maréchal lord Hardinge. Sir Henri C. Cumming.

Autrichiens : Baron Charles Kress de Kressenstein. De Schottheim. De Smola. Baron Bode.

Russes : Hilpert, commandant de Carlsruhe.

Belges : Van Damme. Van der Smitten. De Cortenberg. Jean-Van Kenor. Van de Poelle. Dollin du Fresnel. Prisse. Delobel.

Danois : De Plend.

Espagnols : Sanz, qui s'est donné la mort à la suite des événements de juillet. Ayverre.

Grecs : Diamandis Olympios.

Hongrois : Julius Von Hartmann. Comte de Kiemannsegg.

Hessois : De Haynau. Prince George de Hesse, doyen des généraux du grand-duché. Emile de Hesse, général de cavalerie.

Hollandais : De Behr. Aekermann. Moltzberger. G.-F. Brade. C.-J. Kieessy. Irvan Spengler, ancien ministre de la guerre.

Hongrois : Guyon, au service de la Porte sous le nom de Kurchid-Pacha.

Napolitains : Nicolas Flugy d'Aspremont.

Piémontais : Foliviero ; il avait été secouru par le parlement d'aller, avec César Doret, chargé Venise, assiégé par les Autrichiens. Maffei di Boglio. Cima. Giacinto Collegno.

Polonais : Casimir Skarzynski.

Prussiens : Baron Killer de Gœrtingen. De Pochhammer. De Thumen, vice gouverneur de la forteresse fédérale de Mayence. Schischmarff. De Borselt. De Reder. Comte de Linangen. Von Strautz.

Russes : Palkul. André-Othon Liéven, général-major en retraite. Zanlofski, général qui avait construit Schestopol. Rudiger. Bodisco. Balabue.

Saxons : Butler. Oberhoff.



## PLACEMENTS VIAGERS.

PRINCE OF WALES,  
161, rue Saint-Honoré, à Paris.A 55 ans, fr. 9 600/0 A 65 ans, fr. 12 960/0  
60 ans, fr. 11 160/0 70 ans, fr. 15 240/0  
Dotations de enfants. Assurances en cas de décès.

## CHÂLES FRANÇAIS, COPIER DE L'INDÉ.

Une collection nouvelle de chemises françaises, copie de l'Inde, vient d'être mise en vente dans la maison Prinaud et Gramagnac, 32, rue Feytaud, et 82, rue Richelieu. Ces chemises, qui sont vendues avec toutes les garanties désirables, commencent à prix les plus bas et s'élèvent progressivement jusqu'à des plus magnifiques produits de la fabrique française.

Exposition générale des Etranges, Foulards des Indes de la Comp. des Indes, r. Grenelle-St-G., 42.

— Si nous cherchons dans les magasins de Tahiti un coffret ou un petit meuble, nous trouvons cette année l'ébénisterie de forme Louis XVI ornée de bois rattachés en mosaïque, et la sculpture d'une grande supériorité appliquée à des bannières, à des encadrements de toutes sortes ou à des montures de porcelaines ou de bronzes. En s'attachant à la perfection dans l'objet usuel et au caractère sérieux dans l'objet artistique, Tahiti a éloigné l'étrange de la fantaisie banale.

— Les plus charmantes étranges qu'on puisse offrir à une dame ou à une jeune personne est un abonnement au journal le *Conseiller des dames* et des *demoiselles*, qui donne à toutes sesabonnées, à titre de prime et d'étranges, rendu franco avec le numéro du 1<sup>er</sup> janvier, le *Ménager français* pour 1857, un beau volume édité avec luxe. Cet ouvrage, véritable trésor moral et pratique, sera un guide que les dames et les demoiselles seront heureuses de consulter chaque jour de l'année. Prix : 10 fr. pour Paris; 12 fr. pour la province. Rue Montmartre, 159. (Affr.)

— Vins de Xérès de MM. Duff Gordon et Co, au dépôt du vin fin de Champagne de la maison Eugène Chiquet, 7, rue de la Michodière, des Paris.

L'expérience a constaté l'efficacité des vins de toilette Lustrale et Leucodermine de J.-P. Laroze, chimiste, rue Neuve-des-Petits-Champs, 26, à Paris. La première cosmétique des cheveux, calme le démangeaison de la tête, enlève les pellicules; la seconde, pour les soins du visage, en dissipe les boutons, rugosités, rougeur, calme le feu du rasoir.

## Publications de mariages

Des 28 déc. et 4 janv.

4<sup>e</sup> Arrondissement. — Entre : M. Truffaut, r. de l'Arbre-Sec, 54, et Mlle Lemaire, à Pantin. — M. Allain, graveur, quai de l'Ecole, 12, et Mlle Levasseur, r. des Fossés-St-Victor, 16. — M. Lhopiteau, négociant, rue Vivienne, 41, et Mlle Codéard, r. St-Honoré, 2. 5<sup>e</sup> Arrondissement. — Entre : M. Cosson, négociant, r. St-Martin, 137, et Mlle Fossard, r. de Lancry, 42. — M. Perrier, employé, rue de Babylone, 58, et Mlle Trevaux, r. du St-Martin, 55. — M. Muraro, employé de commerce, St-Denis, 317, et Mlle Fontaine, même rue, 327. — M. Guérin, marchand de nouveautés, r. du St-Martin, 224, et Mlle Malherbe, à Sables-sur-Cher. — M. Lanzberg, négociant, rue Bourbignon, 7, et Mlle Lang, r. du St-Martin, 29. 6<sup>e</sup> Arrondissement. — Entre : M. Dantant, horloger, St-Martin, 245, et Mlle Oudet, r. Chapon, 56. — M. Parquet, commis, r. Grenelle, 3, et Mlle Thomas, rue de Paris, 21, à Belleville. — M. Delaval, commis-roya-

leur, r. Beaubourg, 100, et Mlle Ferrier, r. de la Pelletier, 15.

## Décès et inhumations

Du 29 déc. — Mlle Sebillé, 40 ans, r. Marbeuf, 65. — M. Faquet, 66 ans, r. Montagne, 23. — M. Deaux, 69 ans, r. du St-Honoré, 84. — Mlle Cottet, 11 ans, r. St-Lazare, 21. — Mlle Sautray, 85 ans, r. de la Tour-d'Auvergne, 33. — M. Lohy, 44 ans, r. Breda, 40. — Mlle Sabbin, 53 ans, r. du Sentier, 14. — M. Pissot, 44 ans, r. Montmartre, 131. — M. Châtelard, 35 ans, rue St-Honoré, 57. — M. Houlette, 61 ans, rue du St-Martin, 129. — M. Delille, 5 ans, r. d'Angoulême, 72. — Mlle 167, 30 ans, r. de Valenciennes, 78. — Mlle Poisson, 45 ans, place Royale, 21. — M. Moreau, 60 ans, r. Ménilmontant, 132. — M. Martin, 71 ans, r. Popincourt, 36. — M. David, 71 ans, rue Royale, 4. — Mlle Manneville, 26 ans, r. Ménilmontant, 70. — M. Poullet, 72 ans, r. Delorme, 23. — Mlle Gannier, 68 ans, r. de Grenelle, 198. — Mlle Fabre, 72 ans, r. St-Jacques, 225. — Mlle Gorian, 24 ans, r. St-Jacques, 175.

## SPECTACLES DU 31 DÉCEMBRE.

Opéra. — Le Prophète.  
Th. Français. — Une Chaine, les Suites d'un bal, Océan-Comique. — Le Sylphe, le Domino noir, Th. Italien.  
Odéon. — Madame de Montarcy.  
Th. Lyrique. — Les Dragons de Villars, le Sourd, Vaudeville. — Les Faux Bonshommes.  
Variétés. — Le Nez d'argent, la Fantôme magique, Gymnase. — Le Père de la débâcle, le Verru, Palais-Royal. — Les Marrons glacés, l'Education, Perle, les Casserolles, Obligez si vous pouvez.  
Porte-St-Martin. — Le Fils de la nuit, la Esmeralda, Gaité. — La Fausse Alibi.  
Ambigu. — Le Secret des Cavaliers.  
Cirque impérial. — Le Château des Ambrières.  
Folies. — La Femme, la Revue.

L'un des gérants responsables, SOUGERET.

Paris. — Imp. J. Voisvenel, r. du Croissant, 16.

## Adjudications. — Jugements.

GRANDE MAISON, rue de A PARIS, à vendre, par baisse de prix, sur une seule enchère, en la chambre des notaires, le 15 janvier 1857.

Produit, 25,812 fr.  
Augmentations certaines, 4,880  
Total, 30,692 fr.  
Mise à prix réduite, 190,000 fr.  
Otre une annuité de 7,500 fr. pendant quarante-six ans et demi.  
S'adresser à M. Thourard, notaire, boulevard de Sébastopol, 9.MAISON, BOULEVARD BEAUMARCHAIS, A PARIS. Etude de M. POSTEL, avoué à Paris, rue Neuve-des-Petits-Champs, 61.  
Vente au palais de justice, à Paris, le 21 janvier 1857, à deux heures.  
D'une maison sise à Paris, boulevard Beaumarchais, 90, et rue Amélie, 23.  
Produit, 15,050 fr. — Mise à prix, 150,000 fr.  
S'adresser à M. Postel et Huet, avoués à Paris; et à M. Fournier, notaire à la Chapelle-Saint-Denis.PROPRIÉTÉ A IVRY-SUR-SEINE. Vente en l'audience des criées de Paris, le 10 janvier 1857.  
D'une Propriété composée d'une maison d'habitation, ateliers, cour et jardin, site route de Choisy-le-Roi, 45, à Ivry-sur-Seine.  
Superficie, 1,040 mètres.  
Mise à prix, 10,000 fr.  
S'adresser : 1<sup>er</sup> à M. COTTEAU, avoué poursuivant, dépositaire d'une partie du cahier des charges, rue Gallien, 25.  
2<sup>e</sup> Et à M. Morin, avoué, rue Richelieu, 102.

## Avis aux actionnaires.

L'AUSITRAIE, COMPAGNIE D'INGÉNIEURS FRANÇAIS.  
Le gérant a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires que la décision formant l'objet du dernier avis inséré dans les journaux du juillet 1856 est prolongée jusqu'au mois de juillet 1857.

## CHEMIN DE FER DE PARIS A LYON

PAR LE BOURBONNAIS.  
Dans sa séance publique du 4 décembre 1856, le conseil d'administration a procédé au tirage de 720 obligations du Bourbonnais, remboursables à 500 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.97 obligations de Rhône et Loire, 1<sup>re</sup> série, remboursables à 500 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.  
118 obligations de Rhône et Loire, 2<sup>e</sup> série, remboursables à 500 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.  
115 obligations de Saint-Etienne à Lyon (emprunts réunis), remboursables à 1,250 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.  
28 obligations de Saint-Etienne à Lyon (emprunt 1850), remboursables à 1,250 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.  
10 obligations de Saint-Etienne à la Loire (emprunt 1843), remboursables à 1,000 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.  
14 obligations de Saint-Etienne à la Loire (emprunt 1847), remboursables à 1,000 fr. le 1<sup>er</sup> janvier 1857.Le sort a désigné les titres suivants :  
OBLIGATIONS DU BOURBONNAIS.  
1<sup>re</sup> série, de 47,882 à 48,061, — 180 obligations.  
2<sup>e</sup> série, de 147,882 à 148,061, — 180 obligations.  
3<sup>e</sup> série, de 247,882 à 248,061, — 180 obligations.  
4<sup>e</sup> série, de 347,882 à 348,061, — 180 obligations.Ensemble, 720 obligations.  
OBLIGATIONS DE RHÔNE ET LOIRE.  
1<sup>re</sup> série, de 82,910 à 83,006, — 97 obligations.  
2<sup>e</sup> série, de 53,288 à 53,405, — 118 obligations.  
OBLIGATIONS DE SAINT-ETIENNE A LYON (Emprunt 1850).  
De 43 à 70, — 28 obligations.  
De 6,687 à 6,714, — 28 obligations.  
De 6,911 à 6,934, — 28 obligations.  
De 7,045 à 7,079, — 28 obligations.

Ensemble, 115 obligations.

OBLIGATIONS DE SAINT-ETIENNE A LA LOIRE.

Emprunt 1843. — 10 obligations numérotées : 3,

27, 56, 61, 78, 133, 247, 250, 278, 280.  
Emprunt 1847. — 14 obligations numérotées : 63, 88, 226, 240, 350, 385, 418, 419, 480, 494, 532, 538, 558 et 568.

Les porteurs des obligations du Grand-Central, emprunt 1853-1854, profiteront, pour leurs numéros, du tirage des obligations du Bourbonnais.

Le secrétaire général, LÉON SAY.

## COMPAGNIE L'UNION DES GAZ.

Le gérant de la Compagnie a l'honneur de convoquer MM. les actionnaires en assemblée générale ordinaire et extraordinaire pour le mercredi 4 janvier 1857, à trois heures précises, salon Lemarclay, rue Richelieu, 100.  
L'assemblée aura à statuer sur les opérations de l'exercice 1856 et sur un traité consenti par le gérant, sans l'approbation de l'assemblée générale. Conformément à l'article 32 des statuts, pour être admis à l'assemblée générale, il faudra être propriétaire de vingt actions au moins, qui devront être déposées, trois jours à l'avance, au siège social, 28, rue Grange-Batelière, de façon à obtenir sa carte d'admission.

## CHEMINS DE FER DE LIGNE D'ITALIE.

Le conseil d'administration de la Compagnie des chemins de fer de la ligne d'Italie a l'honneur d'informer MM. les actionnaires que l'intérêt du semestre échu, soit 2 fr. 50 c. par action, sera versé le 2 janvier 1857, sur la présentation des coupons :  
A Paris, dans les bureaux de la Compagnie, 12, rue de Londres;  
A Londres, chez MM. Sheppard et fils, Threadneedle street, 38;  
A Genève, à la Banque générale suisse.

## LE LIXIVATEUR. SOCIÉTÉ DES BLANCHISSEMENTS DE FRANCE.

Le gérant prévient MM. les actionnaires qu'il y aura une assemblée générale extraordinaire au siège de la Société, rue du Faubourg-Poissonnière, n° 72, le 14 janvier 1857, à deux heures du soir, pour y procéder à la nomination des membres du conseil de surveillance, en conformité de la loi du 17 juillet 1856 sur les sociétés en commandite par actions; 2<sup>e</sup> et tous changements et additions que ladite assemblée jugera convenable d'introduire dans les statuts de la Société.  
Les titres devront être déposés deux jours au moins avant l'ouverture de la séance, au siège de la

Société. Il en sera donné récépissé, et des cartes d'admission seront remises aux déposants.

HADOL ET C<sup>e</sup>.

## Achat et ventes d'immeubles de gré à gré.

A VENDRE AU DENIER 50, la ferme de Chavenay, située commune de Tresson (Sarthe), contenance, 40 hectares environ; revenu net garanti pendant vingt ans, 1,500 fr.; prix, 45,000 fr. S'adresser à M. Collin, notaire, à Ecomy (Sarthe).

## Bibliographie. — Publications diverses.

LE PLUS ANCIEN ET LE PLUS RÉPANDU DES JOURNAUX, c'est le *GAZETTE DES CHEMINS DE FER* GAZETTE DES CHEMINS DE FER, publiée par M. JACQUES BARROIS, paraissant tous les jeudis, indiquant les payements d'intérêts, dividendes, le compte rendu, les recettes des chemins de fer, mines, gaz, assurances, Crédit foncier, Crédit mobilier, 31, place de la Bourse, à Paris. Prix : 7 fr. par an; départements, 8 fr.; étranger, 12 fr. (Envoyer un mandat de poste.)

## Cessions de fonds. — Avis divers.

BACALMHEIM, les lettres, les sciences; écoles, Mo. de Mannheim, r. d. s. Postes, 2. Le 15 déc., cession de tous les fonds de préparation pour avril 1857.

## MM. N. MONTEAUX ET FILS,

PALAIS-ROYAL.

Payent par anticipation, au cours du jour, les coupons de toutes les dettes d'Espagne et de Portugal, actions et obligations de chemins de fer.  
ETRENNES DE 1857. Donner son portrait perfectionné sur papier et daguerrétype, portraits à la minute, couleurs naturelles, ressemblance garantie, par beau ou mauvais temps, ressemblance infatigable, de 15 à 35 fr. — Logos, couronnes, médailles, 100 fr. — Vente d'appareils supérieurs. — M. Legros, professeur, Palais-Royal, galerie de Valois, 116, Paris.

## LOTTERIE DE BIENFAISANCE

autorisée par M. le ministre de l'intérieur, pour le soulagement des familles les plus nécessiteuses d'une commune pauvre. Le tirage de cette loterie vient d'avoir lieu en présence d'un nombreux public. Les deux lots principaux ont été gagnés par M. L. Moyet, l'emprunt et l'imprimeur, ont été gagnés, le 1<sup>er</sup> par n° 5,331; le 2<sup>e</sup>, par n° 5,813. Les autres lots ont été gagnés par les n°s 2,923-2,927-4,019-2,767-4,744-2,756-2,583-6,784-4,755-4,573-4,773-4,911-2,925-2,933-2,927-4,180-1,913-4,103-2,950-4,336-6,227-393-5,877-5,553-305-91-455-8,048-2,103-2,964-4,886-5,825-2,785-2,827-4,537-2,700-467-284-1,015-3,338-4,308-4,872-4,080-4,078-3,732-6,753-4,301.  
Les porteurs de ces billets pourront réclamer les lots à partir du 15 janvier prochain, et pendant trois mois, chez M. Dubonnet, rue Ste-Anne, 49, à Paris.

## UN NEGOCIANT

pouvant disposer d'un important capital désire s'attacher dans une affaire industrielle ou commerciale. Ecrire franco à L. P., passage Saulnier, 18.

## A CÉDER, Affaires, 45,000 fr. bénéfices, 30 0/0.

A CÉDER, 1<sup>er</sup> Hôtels, cafés, débits, cabinets littéraires, etc.  
M. Bouillier-Demontiers, rue Richelieu, 15.

## ETUDE DE NOTAIRES. — Officiers, 7,000 fr.

A CÉDER, 40,000 fr. — OFFICIER D'UNIFORME. — Officiers, 6,000 fr. — Officiers, 10,000 fr. — ETUDE D'AVOUCÉ de 1<sup>re</sup> instance. — Officiers, 15,000 fr. — Officiers, 10,000 fr. — M. Leuchner, à Paris, rue Lamarque, 29. (Affr.)

## A VENDRE ou à louer, coupés à 2 et 4 places et

autres voitures, 112, rue de la Pépinière.

## Industrie. — Commerce. — Inventions.

ESSENCE DE MOKA. De Leseurre, rue de Buci, 13, au 1<sup>er</sup> étage. Exp. de 1845.  
Cette essence procure à la minute un délicieux café au lait, ou à l'eau. Le flacon de 15 tasses, 1 fr. 50 c. Dépôt chez Chevalier, au Palais-Royal.  
GATEAU IMPÉRIAL DE BORDEAUX, pour la consommation. — GATEAUX DE SOIRÉE, chez LOISONS, boulevard de la Madeleine, 27, à Paris.

## ETRENNES STÉRÉOSCOPIQUES

100 CARTES DE VISITE gravées, porcelaines, 73 cent. comprises; 1 fr. 35 cent. anglaises, GRAVER, 77, rue Montmartre, au fond de la cour.

## Locations.

A LOUER de suite, appartement au troisième étage, place Vendôme, 23.

## Traité de médecine, Pharmacie, Parfumerie.

GUERISON IMMÉDIATE (DE LA) des rétrécissements de l'urètre, avec des extraits nombreux et résumés authentiques, par le professeur baron Heurleoup, Chevalier, éditeur, place l'Ecole-de-Médecine. Prix, 3 fr. franco.

## CONSERVATION DE LA CHEVELURE

par la POMME DE DUPUYREY, reconnu et éprouvé pour faire repousser les cheveux, en arrêtant la chute et la décoloration. Mallard, ph. r. d'Argenteuil.

## DENTS à 5 fr.

perfectionnés, sans douleur, par le docteur D'ORIGNY, médecin dentiste, passage Véro-Dodat, 33 (ci-devant place du Palais Royal).

## ASTHME

Cigarette contre l'asthme, Dr Fray, pharmacie, rue de la Pépinière.

M<sup>me</sup> MESSAGER, rue de Rivoli, 67.

Le gérant a l'honneur de prévenir MM. les actionnaires que la décision formant l'objet du dernier avis inséré dans les journaux du juillet 1856 est prolongée jusqu'au mois de juillet 1857.

## ORFÈVRERIE CHRISTOFFLE

Manufacture à Paris, 56, rue de Bondy; — Succursale à Carlsruhe.

## NOTE A CONSULTER PAR LES PERSONNES QUI HÉSITENT ENCORE A SE SERVIR DE CETTE ORFÈVRERIE :

C'est en 1842 que notre établissement a été fondé, et au milieu de luttes incessantes nous avons réussi à créer une grande industrie destinée à faire pénétrer dans les diverses classes de la société un modeste bien-être, comme aussi à donner satisfaction aux besoins d'élégance et de goût.  
L'exposé ci-dessous va démontrer qu'elle donne une satisfaction non moins grande aux intérêts pécuniaires.  
Les trois premières années se sont écoulées dans les tâtonnements inséparables d'une industrie toute nouvelle. En 1845, nous avons créé notre Société, et, depuis cette époque, la progression de notre fabrication a été constante.  
Comme exemple, nous ne prendrons qu'un seul article, le couvert de table :  
Du 1<sup>er</sup> juillet 1843 au 31 décembre 1851, 5 ans 1/2, nous avons argenté 950,000 couverts.  
Du 1<sup>er</sup> janvier 1852 au 1<sup>er</sup> janvier 1857, nous avons fabriqué 2,350,000 couverts, soit, pour 11 années et demi d'existence, 3,300,000 couverts.  
Ces 3,300,000 couverts n'ont été en circulation que 20,496 kilogr. d'argent, représentant en numéraire la somme de 4,370,500 fr.  
Ces 3,300,000 couverts, achetés par le consommateur au prix de 66 fr. la douzaine, ne lui ont pris que la somme de 18,272,000 fr.  
Une pareille quantité de couverts exécutée en argent aurait fait disparaître de la circulation environ 584,000 kilogr. d'argent, représentant en numéraire la somme de 130,232,000 fr.

Nos Représentants sont : à PARIS : MM. BOISSEAU, 26, rue

Si on appliquait le même calcul aux autres pièces d'orfèvrerie sorties de notre fabrique, et dont le chiffre égale, comme vente, mais dépasse beaucoup, comme prix, celui des couverts, on arrive à un chiffre dépassant 200,000,000 de francs.  
Un calcul bien simple démontrera que l'intérêt du capital économisé par l'achat de notre orfèvrerie suffit pour en couvrir en peu de temps la valeur intégrale.  
Ces chiffres ne démontrent-ils pas jusqu'à l'évidence la supériorité de cette industrie sur celles préexistantes ?  
Mais, il faut le reconnaître, la nôtre n'avait de raison d'être que dans une fabrication parfaite. Entrés, dès le début, dans cette voie, nous n'avons point dévié et n'en devions jamais, quelle que soit la concurrence de bon marché qui nous soit faite.  
Nous sommes arrivés à une époque où le public éclairé commençait à se lasser de l'usage de ces innombrables fabrications à bon marché que l'on paie toujours trop cher.  
Nous livrons ces notes aux méditations des pères de famille, et nous ne craignons pas de le dire, à celles des économistes.  
L'expiration de nos brevets sera-t-elle un avantage pour le consommateur ?  
Ce n'est pas à nous de décider cette question; mais qu'il nous soit permis, à cette occasion de citer l'opinion du jury de 1849. M. le rapporteur s'exprime ainsi (page 336, tome III) :  
« Tout le monde sait que si l'industrie du plaqué a beaucoup souffert, si elle a décliné enpartie, cela tient principalement à l'anarchie de la fabrication, dépourvue de tout contrôle, livrée à une variété de titres arbitraires, sans qu'il y eût aucun moyen sérieux de se rattacher à des données fixes, éprouvées, connues.  
« Il serait déplorable que l'argenterie électro-chimique tombât dans un pareil discrédit par suite d'abus analogues. Aujourd'hui, le brevet d'un fabricant consciencieux la préserve de ce danger; mais dès que ce brevet sera expiré, comment éloignera-t-on la confusion des langues? sur quelles bases solides ramènera-t-on la confiance publique, en la préservant d'erreurs involontaires ?  
Le jury de l'Exposition universelle n'a-t-il pas confirmé cette opinion du jury de 1849 en nous décernant la *GRANDE MÉDAILLE D'HONNEUR* ?  
Nous prions toutes les personnes qui s'intéressent à notre entreprise de vouloir bien prendre note que, bien que la plus grande partie des commerçants de Paris viennent s'approvisionner dans notre fabrique, nous engageons ceux qui n'ont pas de relations déjà établies à s'adresser aux maisons ci-dessous désignées, qu'un traité passé avec nous oblige à ne vendre que nos produits.  
Dans ces honorables maisons, elles seront au moins certaines de ne pas être victimes de l'abus qu'on a trop souvent fait de notre nom et des diverses dénominations qu'il plaît à la concurrence de donner à une industrie que nous seuls avons créée en France.à Vienne : — THOMAS ET C<sup>e</sup>, 33, boulevard des Italiens; — C. HALPHEN ET C<sup>e</sup>, 4, rue d'Hauteville; 123, Palais-Royal; 21, boulevard

Montmartre; 43, boulevard Saint-Denis; 43, boulevard des Capucines. — G. PICHAULT, 46, rue Dauphine.

## DANS LES DÉPARTEMENTS :

Abbeville. P. Sauvage.  
Aix. Guignon Chevalier.  
Alais. H. Blanc.  
Alençon. A. Pilon.  
Angers. Laubrières.  
Angoulême. Leclerc, Raby et fils.  
Aras. Veuve Rigout Traxler.  
Aubenas. P. Saubert.  
Auch. Planche.  
Avignon. A. Aubert.  
Bar-le-Duc. V. Boudart.  
Bayonne. Artéon.  
Beauvais. Tronchet.  
Belfort. P. Pichon.  
Besançon. C. Billot.  
Béziers. Rouzier.  
Bordeaux. Clavé.  
Bourges. Aug. Loizeau.  
Brest. P. Pichon.  
Bruxelles. G. Meyer.Brest. Houllay fils.  
Brives. Rouget-Lissartier.  
Cahors. Cangardel et fils.  
Calais. Dubois.  
Cambrai. Dubois-Ancelin.  
Carcassonne. Boyer fils.  
Carpentras. J. Rousseau.  
Castres. Regy fils.  
Châlons-sur-Marne. Ledere-Drouot.  
Châlons-sur-Saône. A. Manuel.  
Charleville. H. Lebrun.  
Chartres. F. Bidet.  
Châtillon-sur-Seine. Demande.  
Cherbourg. P. Y. Coupey.  
Clermont-Ferrand. Bonnière.  
Colmar. Siegfried.  
Cognac. Bouvin.  
Coutances. P. C. Adam.  
Dax. Mithoua.Digne. Comte fils.  
Dijon. Lucan.  
Dole. Alex. Martin.  
Douai. A. Comblot.  
Dunkerque. Mme Kieken.  
Draguignan. Lencan.  
Eggen. Cérède.  
Elorac. Poncelet-Bonnamy.  
Elois. Langier fils.  
Epernay. F. Col.  
Grenoble. Bissery.  
Issoudun. Vichet-Mongin.  
Langres. Th. Cogné.  
La Rochelle. Dubois fils aîné.  
Laval. David.  
Le Mans. Vallois-Dupont fils.  
Lille. J.-B. Tarneau fils.  
Limoges. J.-B. Tarneau fils.Lons-le-Saulnier. Rochet-Vernier.  
Lyon. P. Pichon.  
Macon. A. Bellet.  
Marseille. M. Martorel.  
Mende. Martin.  
Metz. Previl.  
Milly. Lebrun.  
Montargis. E. Fauchon de Renneville.  
Montélimart. Raynaud.  
Moulins. Rouzier.  
Moulins-la-Marche. Ch. Tost.  
Moutiers. B. Bardou.  
Mulhouse. Coulier-Schmerber et fils.  
Nancy. Alfred Dandré.  
Nantes. A. Boissier.  
Narbonne. Emile Guines.  
Nérone. Veizy jeune.

## A L'ÉTRANGER :

Alger. Garot.  
Bruxelles. Ch. Christoffe et C<sup>e</sup>, place de la Monnaie, 1.  
Carlsruhe. Ch. Christoffe et C<sup>e</sup>, F. Mayer.Carlsruhe. A. Winter et fils.  
Cassel. Flescher et Traube.  
Constantinople. P. Fathy.  
Florence. S. V. Maucha et C<sup>e</sup>, François Long.Hesse (C.-L.-C.).  
C.-P. Vogelsang.  
G.-B. Haase.  
J.-A. Ernst.  
Thomas fils.Malte. U. Saissy.  
Mannheim. Joseph Barth.  
Messine. Verona et Messineo.  
Naples. Cesare del Prato et fils.  
New-York. Gouré et C<sup>e</sup>.1<sup>er</sup> TIRAGE LE 10 MARS 1857. LOTTERIE DU VASE D'ARGENT1<sup>er</sup> lot. 12 pièces d'argenterie du poids de 18,000 gr. 5,000 fr.  
2<sup>e</sup> lot. Une pièce d'argenterie du poids de 10,500 gr. 3,000 fr.  
3<sup>e</sup> lot. 7 pièces d'argenterie du poids de 6,340 gr. 2,000 fr.

Billet de série composé de 6 numéros avec lequel on peut gagner 100,000 fr. PRIX : 5 FR.

LA SEULE DONNANT POUR LES BILLETS DE 5 FR. ET CEUX DE 1 FR. DES PRIMES EN LIBRAIRIE OU GRAVURES.

AVIS. Les billets de série de 5 fr. et les billets de 1 fr. concourent au tirage du 10 mars, tout en conservant leurs droits pour le dernier tirage, auquel ils participent également; de sorte qu'un billet de 5 fr. ou même de 1 fr. on peut gagner plusieurs fois. — Les billets de série, composés de six numéros, ne concourent à ce premier tirage que par les numéros placés dans la marge.  
Le numéro de série étant seul réservé pour le gros lot de 80,000 fr.  
Envoyer autant de fois 5 francs qu'on désire de Billets donnant droit à la prime, à M. POLLE LASALLE, agent de la Loterie, boulevard Montmartre, 22, à Paris. — Ajouter 1 fr. 25 pour recevoir franc de port, par la poste, le volume ou la gravure donnés gratis en prime.

## GROS LOT : 80,000 FR.

VOLUMES DONNÉS EN PRIME PRÊTS DÈS À PRÉSENT LA SYRIE ET LA PALESTINE (Histoire des Lieux-Saints), un volume de 356 pages.

L'ÉGYPTÉ, un vol. in-12 de 350 pages.  
Billet simple d'un numéro avec lequel on peut gagner 15,000 fr. PRIX : 4 FR.

61, R. RAMBUTEAU

1<sup>re</sup> série, 100,000 fr. — 100,000 fr.  
2<sup>e</sup> série, 100,000 fr. — 100,000 fr.  
3<sup>e</sup> série, 100,000 fr. — 100,000 fr.  
4<sup>e</sup> série, 100,000 fr. — 100,000 fr.  
5<sup>e</sup> série, 100,000 fr. — 100,000 fr.  
6<sup>e</sup> série, 100,000 fr. — 100,000 fr.  
7<sup>e</sup> série, 100,000 fr. — 1